



Bruxelles, le 30.10.2019  
C(2019) 7693 final

**RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION**

**du 30.10.2019**

**modifiant la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les seuils pour les marchés publics de fourniture, de services et de travaux et pour les concours**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

### **1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ**

L'article 6 de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE habilite la Commission à adopter des actes délégués, conformément à l'article 290 du TFUE, pour la révision des seuils. Cet article prévoit également, en cas de contraintes de temps, le recours à la procédure d'urgence, conformément à l'article 88 de ladite directive.

Conformément à l'article 6, paragraphe 1, de la directive 2014/24/UE, le calcul des seuils est effectué sur la base de la moyenne de la valeur quotidienne de l'euro en droits de tirage spéciaux (DTS) sur une période de 24 mois qui se termine le 31 août précédant la révision, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier. Par conséquent, le calcul des seuils ne peut débuter avant le 1<sup>er</sup> septembre pour cause de disponibilité des données. En outre, conformément à l'article 6, paragraphe 4, de ladite directive, les seuils révisés (en euros) et leurs contre-valeurs dans les autres monnaies nationales de l'Union européenne (UE) sont publiés par la Commission au Journal officiel de l'Union européenne au début du mois de novembre.

Compte tenu de ce qui précède, et afin de respecter le délai susmentionné, la Commission a recours à la procédure d'urgence pour l'adoption du présent règlement.

### **2. CONSULTATION AVANT L'ADOPTION DE L'ACTE**

Le groupe d'experts pour les marchés publics a été consulté sur le présent règlement et la communication qui l'accompagne.

### **3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ**

Le calcul des seuils des directives «marchés publics» est une opération purement mathématique et la révision du seuil en tant que tel constitue donc un simple exercice technique. Il a lieu tous les deux ans conformément aux termes de l'accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les marchés publics (AMP). Les ajustements visent à corriger toute évolution monétaire entre les signataires qui affecterait l'étendue de leurs marchés publics qui sont ouverts à la concurrence des entreprises établies dans les autres pays signataires.

L'AMP dispose d'un mécanisme pour recalculer la valeur équivalente de ses seuils, fixés en DTS, dans les monnaies de ses parties tous les deux ans. L'article 6 de la directive 2014/24/UE confère à ce mécanisme un effet juridique. Par souci de cohérence, il convient d'aligner également les seuils fixés dans la directive 2014/24/UE qui ne relèvent pas de l'accord.

# RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 30.10.2019

## **modifiant la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les seuils pour les marchés publics de fourniture, de services et de travaux et pour les concours**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE<sup>1</sup>, et notamment son article 6, paragraphe 5, deuxième alinéa,

considérant ce qui suit:

- (1) Par la décision 2014/115/UE<sup>2</sup>, le Conseil a approuvé le protocole portant amendement de l'accord sur les marchés publics<sup>3</sup> (l'«accord») conclu dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. L'accord est un instrument plurilatéral qui a pour but l'ouverture mutuelle des marchés publics entre ses parties. Il s'applique à tout marché dont la valeur atteint ou dépasse les montants («seuils») qui y sont fixés et exprimés en droits de tirage spéciaux.
- (2) L'un des objectifs de la directive 2014/24/UE est de permettre aux pouvoirs adjudicateurs qui l'appliquent de se conformer en même temps aux obligations prévues par l'accord. Conformément à l'article 6, paragraphe 1, de la directive 2014/24/UE, tous les deux ans, la Commission vérifie que les seuils pour les marchés publics et les concours fixés à l'article 4, points a), b) et c) de ladite directive correspondent aux seuils fixés dans l'accord. Étant donné que la valeur des seuils calculés conformément à l'article 6, paragraphe 1, de la directive 2014/24/UE est différente de la valeur des seuils fixés à l'article 4, points a), b) et c), de ladite directive, il est nécessaire de réviser ces seuils. Conformément à l'article 6, paragraphe 2, de la directive 2014/24/UE, les seuils établis à l'article 13 de ladite directive doivent être alignés sur les seuils fixés à l'article 4, points a) et c) de ladite directive.
- (3) Il y a dès lors lieu de modifier la directive 2014/24/UE en conséquence,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

### *Article premier*

La directive 2014/24/UE est modifiée comme suit:

---

<sup>1</sup> JO L 94 du 28.3.2014, p. 65.

<sup>2</sup> Décision 2014/115/UE du Conseil du 2 décembre 2013 relative à la conclusion du protocole portant amendement de l'accord sur les marchés publics (JO L 68 du 7.3.2014, p. 1).

<sup>3</sup> JO L 68 du 7.3.2014, p. 2.

- 1) l'article 4 est modifié comme suit:
  - a) au point a), «5 548 000 EUR» est remplacé par «5 350 000 EUR»;
  - b) au point b), «144 000 EUR» est remplacé par «139 000 EUR»;
  - c) au point c), «221 000 EUR» est remplacé par «214 000 EUR»;
- 2) l'article 13, premier alinéa, est modifié comme suit:
  - a) au point a), «5 548 000 EUR» est remplacé par «5 350 000 EUR»;
  - b) au point b), «221 000 EUR» est remplacé par «214 000 EUR».

#### *Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 30.10.2019

*Par la Commission*  
*Le président,*  
*Jean-Claude JUNCKER*